

Siège : 19 quai de la Marine
93450 L'Île Saint-Denis

Bureau : Le 6B, Atelier 6-22
6-10 quai de Seine
93200 Saint Denis



PRESENTATION DE L'EQUIPE

Après avoir travaillé à Mayotte, Attila CHEYSSIAL - architecte, urbaniste et sociologue - ouvre un bureau d'études urbaines à La Réunion en 1998.
En 2004, Sylvia FREY – architecte - commence sa collaboration avec lui à la Réunion.

En 2007, ils créent ensemble le bureau d'études HARAPPA – Villes, Paysages et Sociétés basé à Saint-Denis - 93.

Le bureau d'études HARAPPA, Villes Paysages et Sociétés est un outil de conception et de réalisation qui préconise des solutions adaptées, le plus possible aux données économiques, sociales et aux possibilités constructives du lieu.

Pour cela, HARAPPA adopte une démarche intégrant la connaissance du terrain mais aussi des coutumes, des réalités, des mentalités et habitudes de vie, la connaissance des entreprises locales et du potentiel humain.

Ainsi, HARAPPA œuvre directement ou indirectement dans :

- L'orientation de la politique d'aménagement,
- L'assistance aux politiques socioculturelles,
- La définition des problèmes et des besoins en matière d'urbanisme,
- La définition des schémas d'assainissement,
- L'amélioration des conditions sanitaires.

Ce qui caractérise les études menées par Harappa :

1. La qualité de l'observation et de l'analyse,
2. Le soin apporté aux relations avec les habitants,
3. La vérification des propositions par des validations successives auprès des habitants (individuelles et collectives),
4. La mobilisation des habitants dès les premières phases au travers d'ateliers divers: photos, maquette, réflexions urbaines...
5. Utilisation de maquettes virtuelles et visualisation des scénarios au travers d'images 3D.

METHODES

Travail avec les habitants

Réaménagement de quartier

Le travail avec les habitants repose sur l'observation et la compréhension des modes de vie, des aspirations, des attentes, des difficultés. L'observation et la compréhension des modes de vie s'effectuent sur le mode ethnographique.

Le travail avec les habitants est préalable à la production du diagnostic et du projet. Il alterne des réunions de groupe thématique et des entretiens avec chaque famille. Les réunions de groupes servent essentiellement à expliquer la démarche et les attendus de l'approche urbaine et à préparer le travail de terrain. L'élaboration du diagnostic de quartier constitue l'occasion de mettre à contribution la connaissance des habitants sur les dysfonctionnements, les risques, les habitudes, les interdits, les tensions, les atouts, les possibles, les attendus...

Des entretiens librement consentis sont organisés avec chaque famille, ainsi qu'avec les différents membres de la famille. Ces rencontres sont l'occasion d'une explication des attendus urbains, et des conséquences possibles pour la famille.

Le travail se poursuit par une phase de négociation des conditions d'amélioration ou de transformation du logement, des décohabitations éventuelles, des échelonnements dans le temps et des contraintes prévisibles, de la part d'auto-construction ou d'auto-finition que la famille se réserve, des conséquences financières engendrées.

Il peut se poursuivre en petits ateliers regroupant plusieurs familles sur un thème commun : la distribution d'un ensemble de maisons, le partage de matériel, l'explication des textes de loi régissant l'opération et les droits avantages et contraintes qui en résultent, l'aménagement d'un terrain de jeu, le passage d'une voie et les limites de clôtures, etc.

L'objectif est de tendre vers une acceptation unanime et non pas « majoritaire » d'un projet négocié et compris dans ses attendus, ses contraintes et ses conséquences.

Cette approche permet de faciliter la résolution des conflits, qu'ils soient familiaux ou de voisinage, ou qu'ils aient été générés par des démarches précédentes sans concertation et négociation véritable.

Renouvellement Urbain

A l'échelle de la ville, le renouvellement urbain doit être accompagné par une réflexion collective véritable, les concertations de type réglementaire sont souvent insuffisantes et trop tardives.

Le diagnostic urbain doit être partagé, les orientations et scénarios débattus et expliqués à un grand nombre de participants. La démarche de l'urbaniste doit être expliquée, débattue et confrontée aux points de vue les plus divers.

Notre équipe a développé le principe de journées ouvertes, où se tiennent des ateliers thématiques libres d'accès, et cela dès la phase de diagnostic.

Y participent aussi bien les associations, les techniciens communaux, les bureaux d'études, des classes de collège ou de lycée, les professionnels...

Ces journées sont renouvelées jusqu'à la production du projet final donnant lieu à une phase de concertation officielle.

Monitorat et travail de chantier

Les chantiers d'auto-construction et d'auto-finition sont le lieu d'approfondissement des savoir-faire familiaux, d'entraide et de mise en dynamique familiale et collective.

Le moniteur assiste les familles techniquement : prêt d'outillage spécialisé, organisation et méthode, gestes professionnels, groupement de commande de matériaux, transport...

Il mobilise les compétences disponibles...

Prise en compte de l'urgence

Les études de quartier sont souvent l'occasion de révéler des situations de crises nécessitant des réponses ou des interventions urgentes. Notre équipe recherche les solutions possibles et mobilise des acteurs potentiels, et dans certains cas, peut intervenir en direct.

METHODES

La maquette
comme moyen d'animation, de négociation, de réflexion

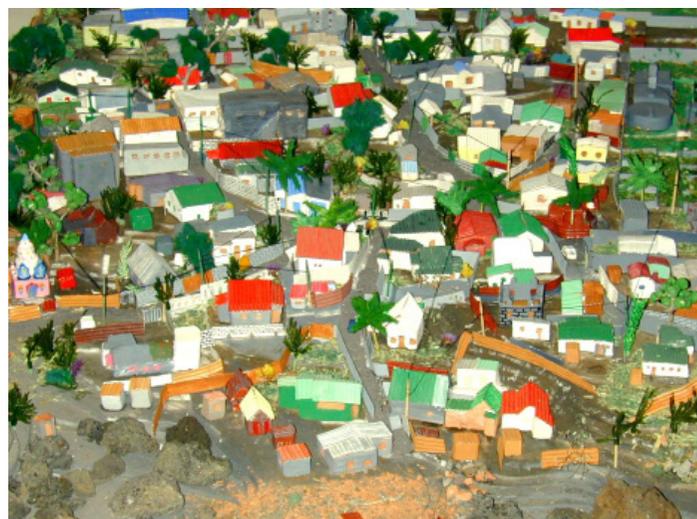
Lors des études urbaines, les maquettes sont utilisées non pas pour présenter le futur projet, mais pour servir à la négociation, à la réflexion et à l'animation.

Centre-Ville du Port, La Réunion



La maquette sert de support aux discussions avec les familles qui visualisent leur habitation actuelle, les contraintes de voisinage et de circulation.

Tanambo, La Réunion



Maquette de l'existant, réalisée par les jeunes du quartier avec l'aide d'assistants pendant deux mois. «Oeuvre des jeunes», elle sert à toutes les discussions entre l'administration et les habitants, à leur demande.

Front de Mer de St Pierre, Réunion



Maquette associant l'architecte de la Commune, l'architecte de la DDE, l'architecte des bâtiments de France, La Diction du Patrimoine, la responsable Aménagement et habitat de la DDE Sud, afin de déterminer le cadre réglementaire de la constructibilité du Front de mer de Saint Pierre.

Je ne sais pas faire l'architecte sans observer d'abord. **Contribution à une Socio-Architecture de l'espace urbain**

Mayotte 1978-1997

En février 1978, un ami m'a proposé de participer à une étude de l'habitat sur l'île française de Mayotte dans l'archipel des Comores.

Je suis parti pour un mois. La première image dont je me souviens est celle d'un ciel noir où tournoyaient de grosses chauves-souris. Et puis au détour d'un chemin montant, j'ai découvert la baie de Bouéni, avec en fond le mont Choungui, sous un soleil irradiant. J'ai eu le coup de foudre. Un coup de magie. Je devais être sans doute enivré par les fragrances de mangues pourries et l'huile de coco rance. J'ai habité Mayotte quatorze ans.

Au début, il n'y avait rien ou presque de ce qui pouvait s'apparenter à mes métiers appris, et tout ce que j'avais acquis me semblait totalement inutile. Pas d'entreprises, pas d'outils, pas de table à dessin, encore moins de dessinateurs ou de bureaux d'études, pas d'eau, ni d'électricité, mais un habitat de terre et de palmes, de la tôle et des murs de parpaings de sable de mer chez les plus riches, quelques pierres, et des femmes qui voulaient rester françaises pour être libres. J'ai sillonné l'île à pied et j'ai observé et dessiné. J'ai essayé d'analyser les systèmes constructifs et les matériaux utilisés par les habitants ainsi que les outils, les organisations des maisons, les modes de regroupement, j'étais aidé en cela par le long travail préalable d'un ethnologue américain Jon Breslar qui avait mis en évidence les rapports entre les structures familiales et leurs répartitions spatiales dans les villages.

Henri Raymond, et Hassan Fathy constituaient mes seuls points de repères.

De 1978 à 1986, je serais pratiquement le seul architecte de statut privé à Mayotte, mais je ne travaillerais que sur des projets publics en liaison avec la Direction de l'Équipement.

Je me suis « engagé » à Mayotte uniquement parce que je croyais qu'il était possible de faire « autrement » que ce que l'intervention française avait fait jusqu'alors dans les DOM et TOM.

Autrement, c'était alors, à mes yeux, valoriser les ressources locales en respectant les modes de vie et leurs évolutions propres et permettre à la population mahoraise de se développer économiquement et culturellement... Il y avait dans mon domaine des savoir-faire à développer en particulier dans le

travail du bois et de la pierre, j'ai contribué à mettre en place un processus de « formation-action » avec l'aide des compagnons du Tour de France.

Je me suis particulièrement intéressé à la pierre, au bois, au raphia, au cocotier, pendant que dans le même temps, mon ami Vincent Liétar architecte lui aussi mais au sein de la nouvelle société immobilière la SIM créée en 1981, développait la brique stabilisée avec l'aide de CRATERRE.

Tous ces efforts conjugués et soutenus par une Direction de l'Équipement très novatrice ont été payants : dès 1983, le secteur du bâtiment disposait, pour la réalisation de constructions publiques, de matériaux et de savoir-faire assez développés. Des ouvriers et des petits entrepreneurs mahorais commençaient à être efficaces, ce qui permettait d'échapper à l'emprise des bétonneurs qui proposaient d'importer tout de Madagascar ou de la Réunion.

Les travaux présentés témoignent des progrès accomplis par les artisans et ouvriers mahorais en quelques années, alors qu'ils n'avaient pour la plupart aucune formation préalable.

Ceci n'a été possible que par un effort permanent de formation et d'une présence constante auprès des artisans et ouvriers.

L'initiation des tâcherons à la maçonnerie s'est faite au travers de la réalisation de travaux vicinaux. Associé à un ingénieur sanitaire, Hervé Conan, l'atelier conçoit une méthode pour l'étude et l'aménagement des villages avec l'aide des habitants au niveau du diagnostic, du projet et des moyens de mise en oeuvre.

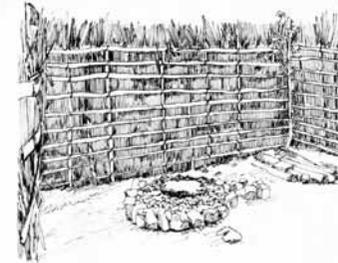
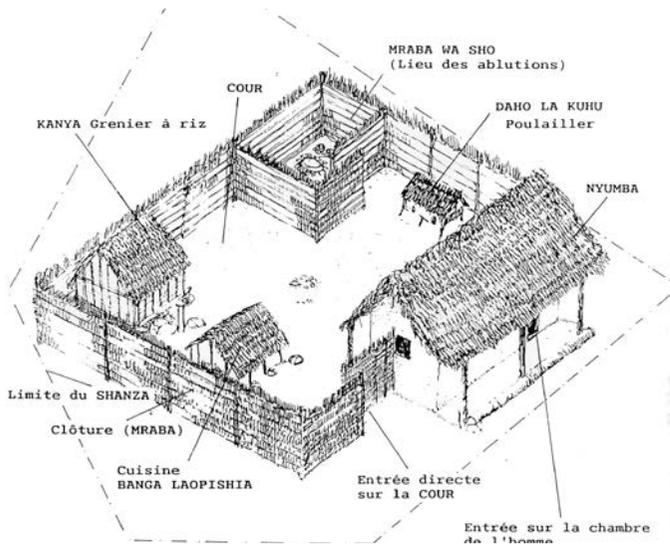
Les études d'aménagement de village ont été l'occasion d'approfondir les connaissances sur les structures sociétales et de prendre conscience des profondes mutations qui étaient à l'œuvre dans le domaine de la santé, de l'éducation, du logement, de l'organisation urbaine et de l'économie. La progression démographique dépasse les 5% par an sous le double effet de la chute de la mortalité infantile et d'une très forte immigration venant des Comores. La conjugaison de ces différents facteurs entraîne une misère urbaine inattendue que les régulateurs claniques ne sont plus en mesure de résoudre, et les quartiers de migrants sont de plus en plus importants. Cette étude modifie largement l'orientation de l'atelier vers de nouveaux axes de développement auto-centré.

En 1988, en accord avec la Direction de l'Équipement, l'atelier conçoit et développe le système POM qui part d'une structure minimale (six poteaux de béton et un toit) dont tous les éléments sont préfabriqués de façon légère dans des moules en bois facilement reproductibles et diffusables auprès des artisans. L'objectif principal est de permettre une amélioration sensible de l'habitat des familles les plus démunies, en s'appuyant sur la capacité des familles à investir

progressivement dans leur logement à partir de leurs propres savoir-faire. Le système s'est par la suite enrichi d'un bloc préfabriqué parementé de pierre qui a été utilisé sur quelques modèles sociaux ainsi que sur les bâtiments publics et les logements intermédiaires. Les artisans mahorais poursuivent leur progression. Ils endiguent la rivière de Sada et son bord de mer, canalisent en tunnel les eaux de ruissellement de Chiconi, réalisent leur premier pont pour le compte de la DDE. Les mêmes artisans réalisent la première tranche du collège de Doujani, avec des échafaudages en bambous, ainsi que le Minaret de Tsingoni qui reprend en partie les techniques de préfabrication légères que l'atelier avait développées pour le système POM. La conception architecturale et technique des bâtiments est volontairement limitée sur la progression admissible des savoir-faire par les artisans, et sur leur manque de moyens : l'usage de la grue est proscrit, les adaptations aux terrains sont rigoureuses pour limiter les terrassements, ce qui de plus présente bien des avantages. La salle de réunion du Conseil Général, entièrement construite par les artisans, fait la démonstration du niveau de performance auquel sont arrivées, alors, les équipes artisanales. La salle est entièrement maçonnée en pierre de lave ainsi que la mosaïque qui habille les murs intérieurs et le dallage de la salle, de plus sa charpente très complexe est réalisée sur l'île.

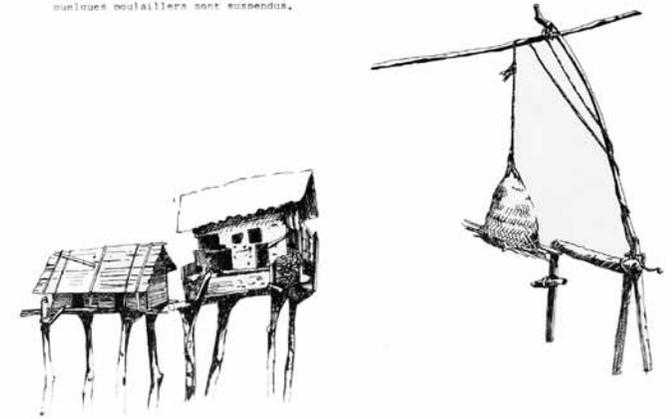
Les réactions se font vives, le développement des petits artisans mahorais et l'efficacité dont ils font preuve provoquent une hostilité violente. Les cadres de l'administration qui avaient soutenu cette démarche ont progressivement disparu, les nouveaux sont désormais opposés à un mode de développement trop axé sur la population locale : il s'agit pour eux de normaliser les approches, les programmes et les solutions sur le modèle de ce qui se fait partout ailleurs, il faut que les bâtiments ressemblent à ce qui se construit dans les départements français.

Les petits artisans seront vite disqualifiés faute de moyens financiers et techniques. La conception et la production importées reprendront le dessus. Les grues surgiront de partout, on taillera dans les flancs de colline à tout va. Mayotte aura changé en douze ans, et j'aurai contribué à son changement en bon comme en mauvais. En 1991, La population aura doublé (elle redoublera encore atteignant deux cent mille habitants en 2006). Il y a déjà des écoles, des collèges, des lycées, les premiers ingénieurs et médecins mahorais, des centres commerciaux, des hôtels, plusieurs milliers de métropolitains, une immigration clandestine permanente, et une « bidonvillisation » en pleine croissance.

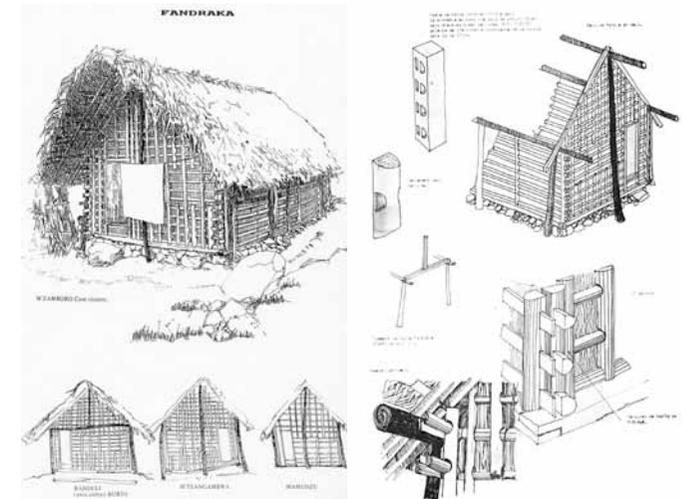
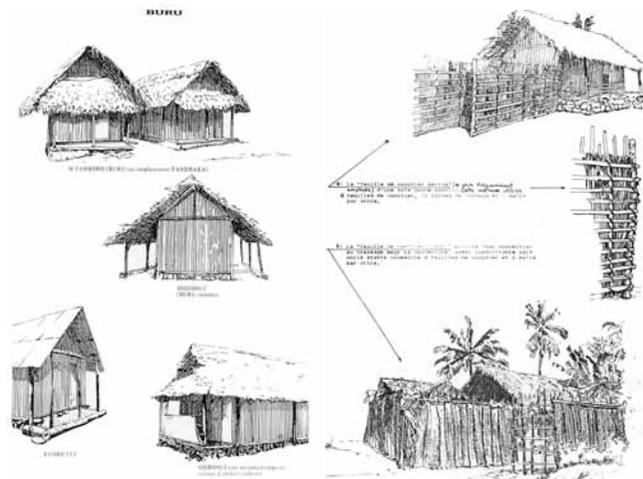
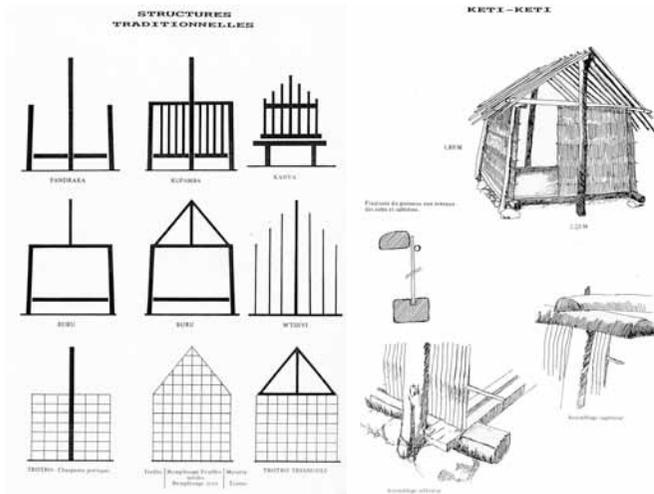


5 - FIDEGONTEN ET POULAILLER - DANS LA KUBO -

Ce sont des constructions sur pilotis pour la protection contre les rats; quelques poulaillers sont suspendus.

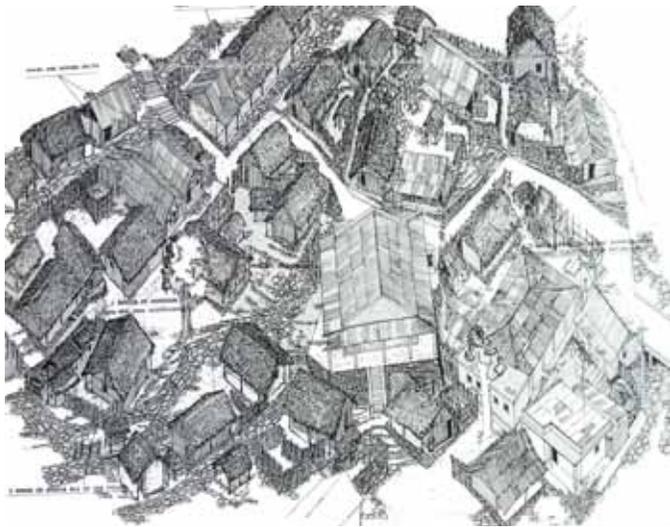


Etude et analyse des modes constructifs et des composants de l'habitat mahorais. 1978

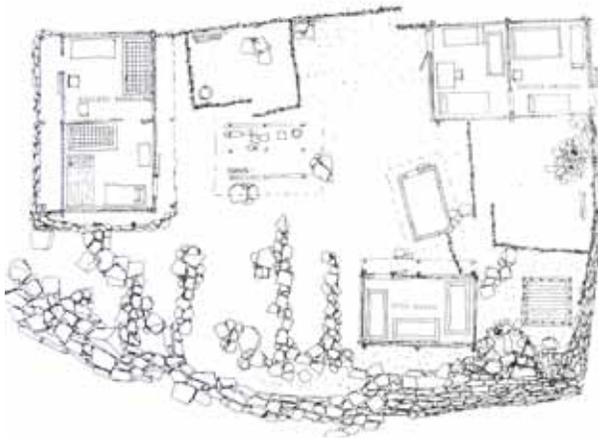


Ces observations ont eu des implications multiples: elles ont permis de comprendre le lien entre les formes constructives, les origines des familles, les langues parlées. Elles ont contribué à la connaissance des organisations familiales, des rôles, des savoir faire. Elles permettent de situer les compétences et leurs limites.

Le temps de l'observation, du dessin, de l'analyse, favorise les échanges avec les familles. Echanges d'informations, de savoir-faire, plaisirs de la rencontre.



LE MRABA DE ZALIFA HASSANE



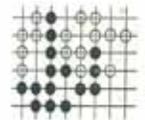
HABITATIONS ET SHANZA DES SOEURS MOISINGA ET MOINACOCO BACAR CHICONI (QUARTIER NYAMBO-TITI)

LE MRABA DES SOEURS BACAR

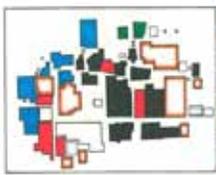


1.1. L'ORGANISATION DE MRABA

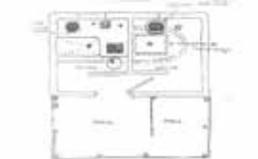
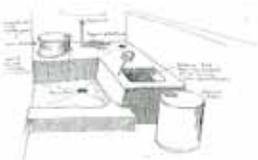
Composé de plusieurs unités de travail qui se regroupent pour les activités de production et de consommation.



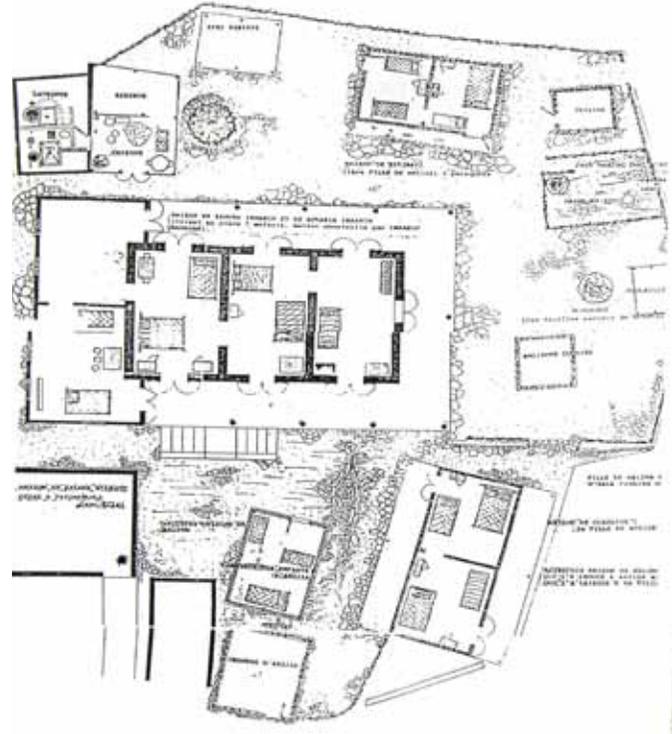
1.2. FORMES DE MRABA (UN MRABA ALLELO)



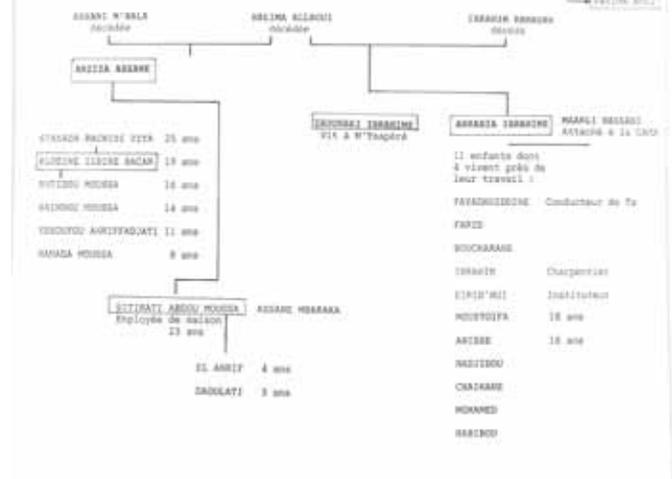
Un type de MRABA est celui qui est composé de plusieurs unités de travail qui se regroupent pour les activités de production et de consommation. Les unités de travail sont regroupées en plusieurs MRABA. Les MRABA sont composés de plusieurs unités de travail qui se regroupent pour les activités de production et de consommation.



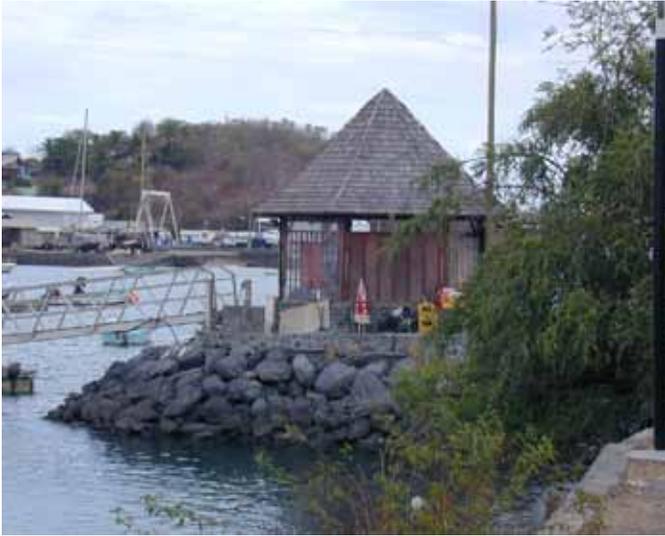
MRABA DE HALIMA ALLAOU



MRABA DE HALIMA ALLAOU



- ASANI N'BALE (cadre)
- ASAZIA ASARE
- STANZA BACHISE YITA 25 ans
- MURINE ZIGRE BACAR 19 ans
- YUTEDU MOUSA 16 ans
- BAIDOU MOUSA 14 ans
- YEDOUY AORTYADOUYI 11 ans
- MAVADA MOUSA 8 ans
- SEITRATI AMOU MOUSA (employé de maison) 23 ans
- EL AMIF 4 ans
- DADELATI 3 ans
- HALIMA ALLAOU (marchande)
- IBRAHIM BARRINO (ouvrier)
- IBRAHIM IBRAHIM (Vif à N'Tagora)
- IBRAHIM IBRAHIM (11 enfants dont 8 vivent près de leur travail)
- FAYADJIDJINE (conducteur de taxi)
- FARIS
- BOUCHARANE
- IBRAHIM (Chargé)
- IBRAHIM (Instituteur)
- MOUSTOFA 18 ans
- ABISSE 18 ans
- MAHDI
- CHADANE
- MOHAMED
- BARIDOU
- ISLAM ALLOU (cadre)
- YASSINE ALLOU (cadre)



Les matériaux locaux sont mis en oeuvre brute. La qualité de réalisation est soignée, précise, le mur doit être beau par lui-même. les pierres sont extraites de différentes carrières en fonction des besoins (dallage, mosaïque, opus, murs). Les artisans initiés à la préfabrication de chantier réalisent des poteaux, des chaînages, des coques comme sur le minaret de Tsingoni.

Collège de Mamoudzou - Mayotte

1982 - Pierre et treillis de pouzzolane



CETAM de Coconi et Dzoumogne - Mayotte

1985 - Pierre armée et brique de terre stabilisée et ossature bois.



Collège de Tsimkoura - Mayotte

1983- Pierre armée et brique de terre stabilisée (BTS)



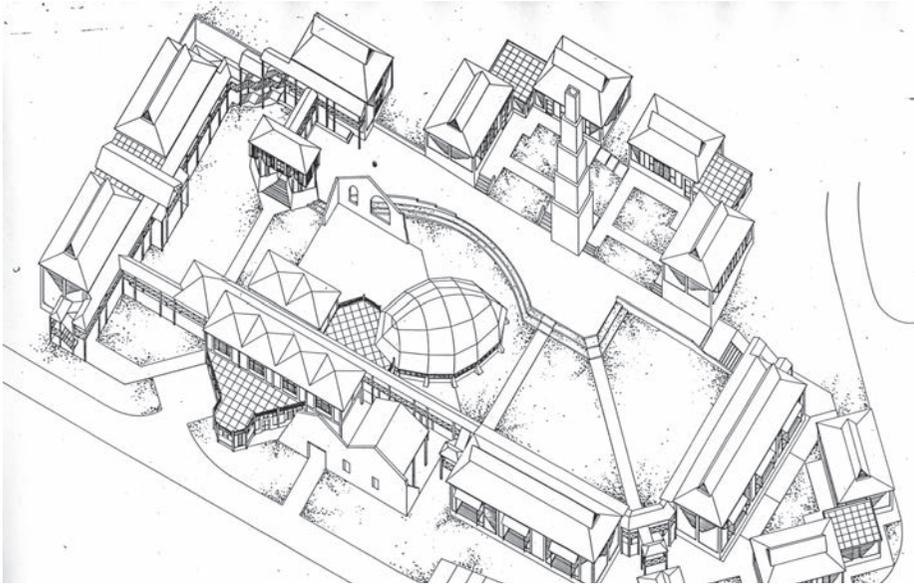
centrale photovoltaïque



Collège de Dzoumogne - Mayotte

1985 - Pierre et BTS, bardeaux de manguier et raphia

Photos 2017



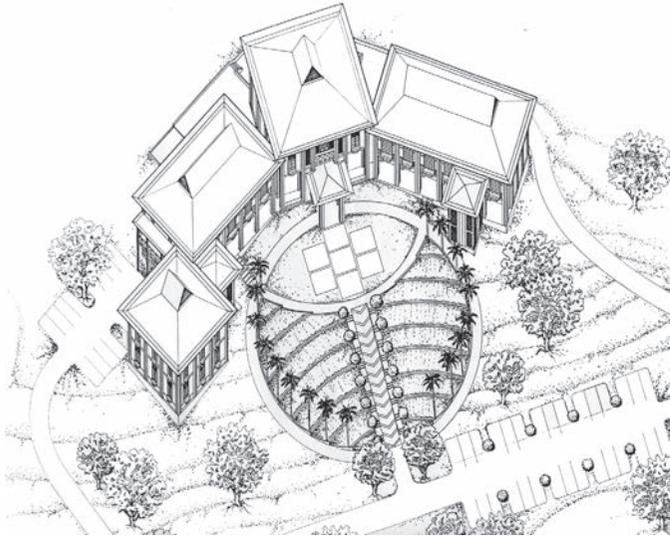
Collège de Doujani - Mayotte

1990 - Pierre et BTS, ossature métallique



Cité administrative de Mamoudzou - Mayotte

1986-91 - Pierre armée et BTS

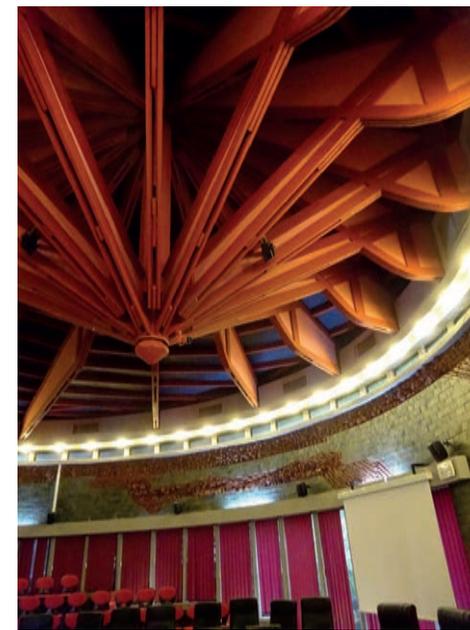
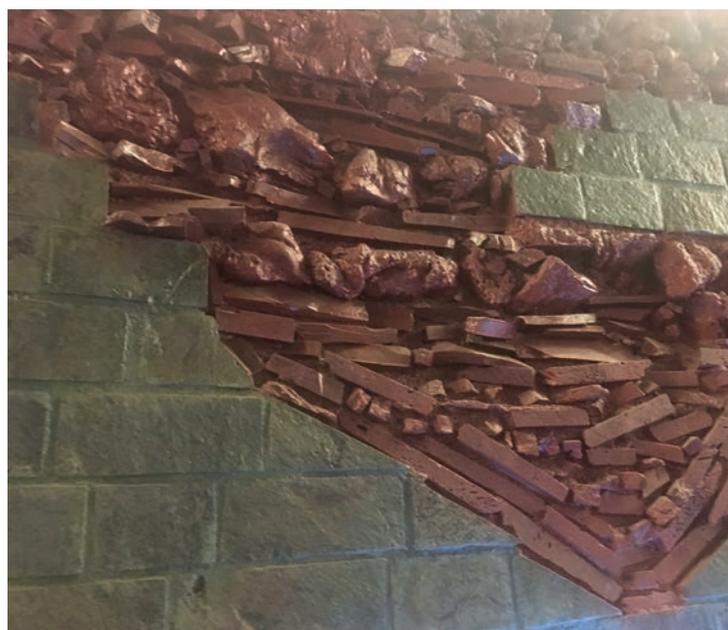


La conception des bâtiments favorise la ventilation naturelle, par la généralisation des doubles toitures ou des combles ventilés, les galeries sur les faces exposées au soleil, les grands débords de toiture, des niveaux plus amples en hauteur...



Salle Younoussa Bamana, Conseil général, Mamoudzou - Mayotte

1991 - Maçonnerie et mosaïque de pierre basaltique et de lave. Réalisation : groupement d'artisans mahorais



Direction de l'équipement, Mamoudzou - Mayotte

1986 Maçonnerie de pierre, briques de terre stabilisée, raphia, bardeaux de manguiers ou de cocotier



Direction de L'Équipement

Jusqu'en 1990 les bâtiments publics ont pu être réalisés avec une forte proportion de matériaux locaux : Maçonnerie de pierre, briques de terre stabilisée, raphia, bardeaux de manguiers ou de cocotier.

Ce qui a permis le développement des petites entreprises locales depuis les carriers, jusqu'aux menuisiers charpentiers, et la formation de très nombreux ouvriers.

Direction de l'équipement, Mamoudzou - Mayotte Logements de fonction

1982 Maçonnerie de pierre, ossature de bois, chaume de cocotier et panneaux de gravillons



Direction de l'enseignement- Mamoudzou - Mayotte

1988 - Pierre et BTS, bardeaux de cocotier



Case POM - Mayotte

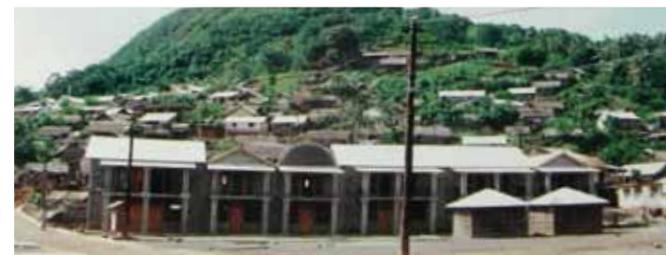
1988-1997

Le système POM répond à une commande de la DDE de Mayotte, qui souhaitait trouver un principe de construction reproductible à grande échelle, pouvant associer les savoir-faire des petits artisans et les possibilités d'auto-construction des habitants. De plus, il s'agissait de répondre à des contraintes de coût, de rapidité, et de tenue au vent.

Le système POM repose sur une préfabrication légère de composants manuyportables sur le chantier lui-même. Poteaux de béton préfabriqués directement associables aux semelles et aux charpentes par des assemblages à sec.

La case POM minimale comporte deux pièces, soit 6 poteaux, 3 fermes et une couverture métallique, les habitants ont la possibilité de constituer les cloisons soit en terre soit en torchis, soit en panneaux végétaux, soit en maçonnerie. Ils ont de plus la possibilité d'étendre cette construction en rajoutant des éléments d'ossature. En 1988, chaque construction ne nécessitait pas plus de 5000 francs. Le système s'enrichit de blocs-pierres préfabriqués, de dalles en caisson, de chaînages préfabriqués reprenant le profil des poteaux, et d'éléments décoratifs eux-mêmes préfabriqués sur chantier. De plus, il ne nécessite qu'un KIT de préfabrication de chantier, facilement reproductible et peu coûteux.

Le système POM a été utilisé à la Réunion en 1993, pour la réalisation de la Case Galets.

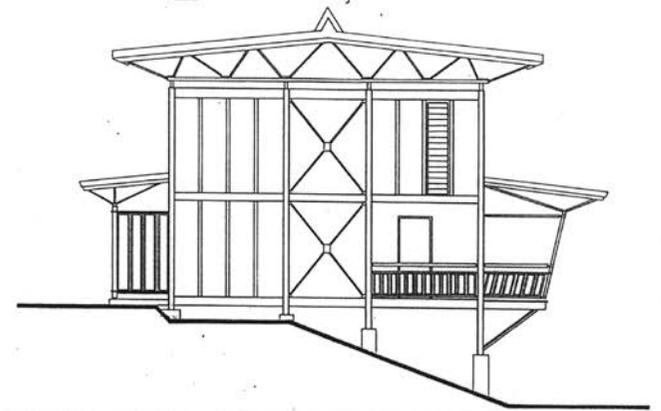
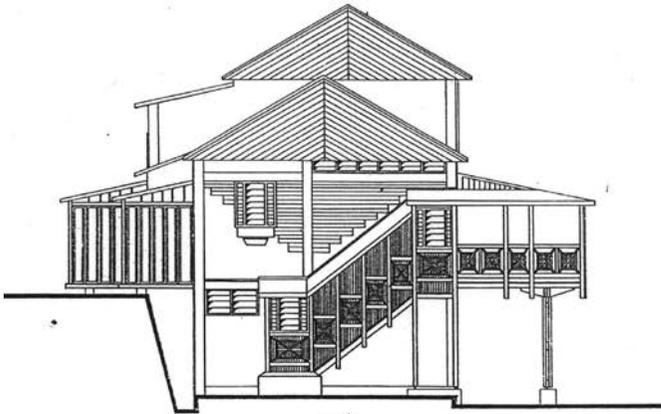
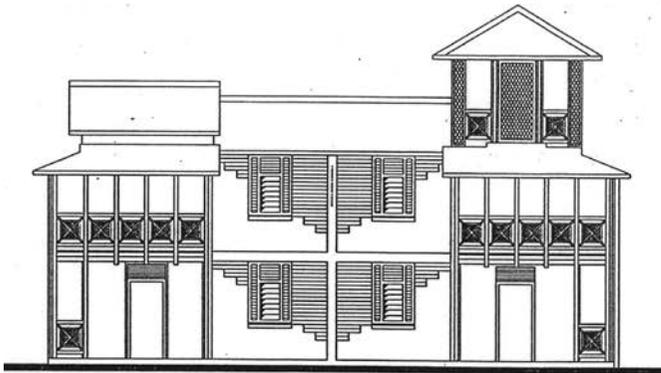


Case Galet à la Réunion - Rivière des Galets 1992



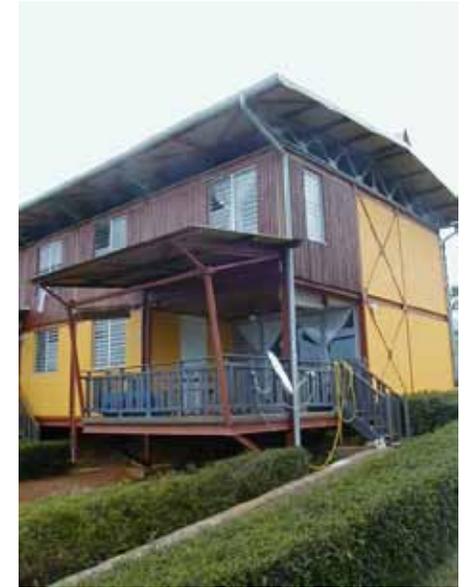
Case METAL - Mayotte

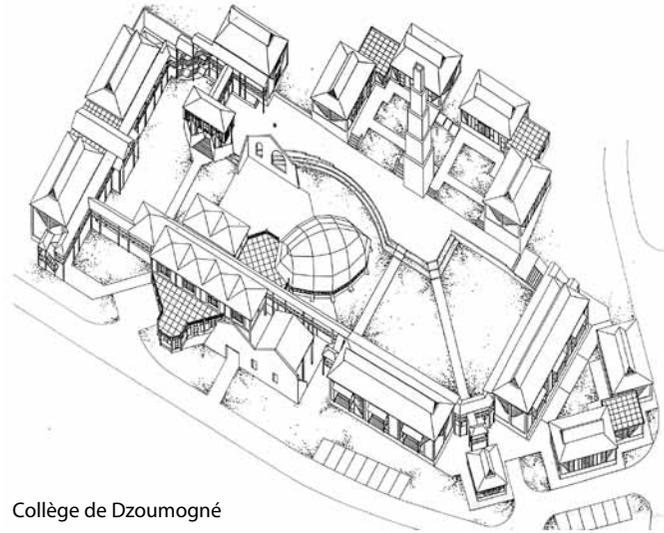
Evolution des principes constructifs et des matériaux de 1986-1996



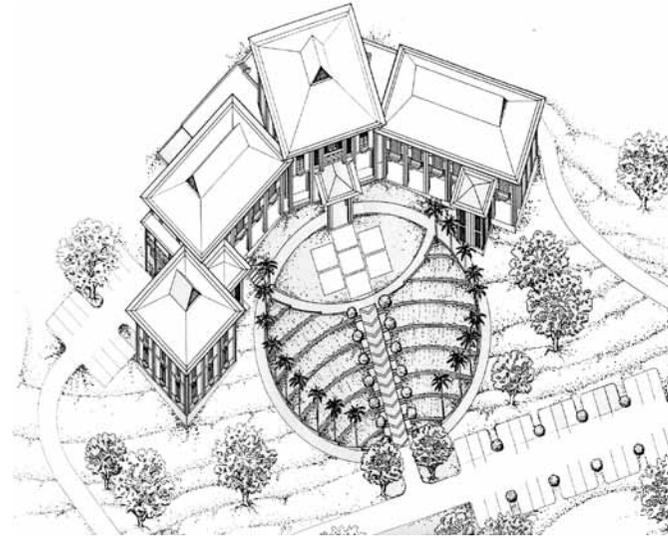
Les structures métalliques offrent la possibilité de simplifier les adaptations à la pente, de développer les doubles toitures, de varier les possibilités de remplissage, et d'alléger le poids général des constructions.

Matériaux : Briques de terre stabilisées, raphia, bois.





Collège de Dzoumogné



Direction de L'Equipement

Jusqu'en 1990 les batiments publics ont pu être réalisés avec une forte proportion de matériaux locaux : Maçonnerie de pierre, briques de terre stabilisée, raphia, bardeaux de manguier ou de cocotier. Ce qui a permis le développement des petites entreprises locales depuis les carriers, jusqu'aux menuisiers charpentiers, et la formation de très nombreux ouvriers.



Collège de M'Gombani

La conception des bâtiments favorise la ventilation naturelle, par la généralisation des doubles toitures ou des combles ventilés, les galeries sur les faces exposées au soleil, les grands débords de toiture, des niveaux plus amples en hauteur...



Construction de la Cité Administrative
Mamoudzou / Mayotte, 1985 - 1992, DDE

L'Architecture et l'urbanisme social sont-ils compatibles avec le développement et les libertés populaires ?

Le travail présenté ici a trait à une pratique d'intervention architecturale et urbaine dans des quartiers populaires fondée sur une approche ethno-sociologique de l'habitat et des appareils de production.

Cette expérience commence par la lecture de Tristes Tropiques de Levi-Strauss, par la fréquentation de Henri Lefebvre et Henri Raymond et elle se concrétise à partir de 1978 à Mayotte lorsqu'il s'est agi d'apporter des solutions à l'habitat mahorais, à la fois rustique, précaire, inadapté aux besoins démographiques et aux aspirations de la population. « Construire avec le peuple » de Hassan Fathy a été alors une source d'inspiration précieuse.

Elle se poursuit ensuite sur d'autres territoires, avec des implications plus ou moins longue, Guyane, Polynésie, Nouvelle Calédonie, Tchad, Côte d'Ivoire, et surtout à partir de 1993, à la Réunion.

Ce travail s'est développé sur trois champs distincts :

- L'architecture et la construction aussi bien de bâtiments publics que de logements, avec comme axe la mise en valeur et le développement des ressources locales, matériaux, savoir-faire, auto-construction, renforcement des appareils artisanaux, énergies renouvelables...
- L'aménagement urbain, de villages, de quartiers, en privilégiant le travail avec les habitants de la conception à la réalisation
- Les études et recherches de sociologie urbaine sur les organisations sociétales et leurs évolutions.

La question permanente de l'intervention en milieux populaires est celle de la légitimité.

- Légitimité de la production des habitants, contestée par les règles d'urbanisme et d'occupation économique des sols.
- Légitimité de l'utilitarisme de l'état, contestée par le droit naturel.
- Légitimités de l'architecte et de l'aménageur, contestée par les organisations villageoises ou citadines.
- Légitimité des matériaux et savoir-faire locaux, contestée par l'ingénierie normée.

- Légitimité des modèles d'habitat et des procédures d'aménagement transposées, confrontée à des cultures topiques.

La seconde question est celle des libertés urbaines, et de la restriction des libertés des habitants par le déploiement de l'urbanisme social et du logement social qui ont fini par constituer des territoires et des pratiques d'exception à la ville.

Ces questions constituent la toile de fond d'une pratique qui s'appuie constamment sur l'observation et la rencontre, en associant les méthodes du sociologue, de l'ethnographe et de l'architecte dessinateur, avec la conviction que l'on ne transforme pas les lieux de vie comme le décorateur refait la cuisine.

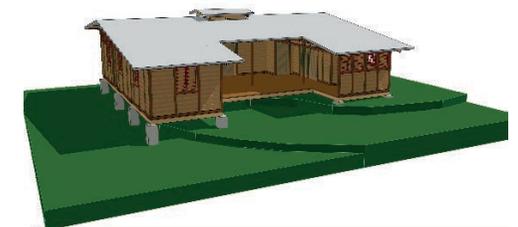
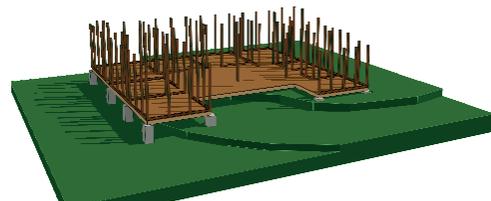
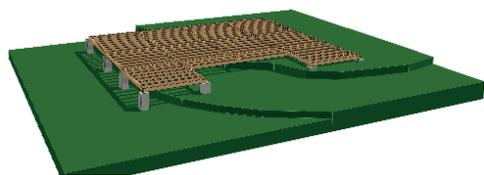
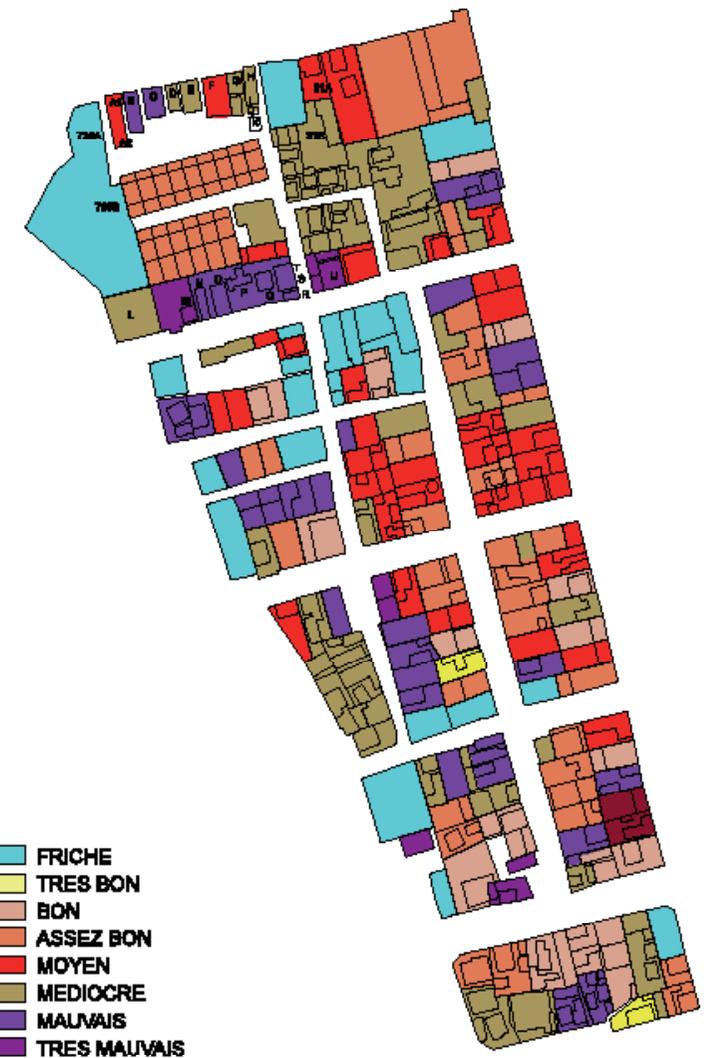
Cette démarche s'est ancrée sur la certitude que l'architecture est un acte de culture fondamentalement liée à l'histoire, des hommes, des lieux et de leurs aventures. L'architecture ne peut se résumer à la transposition dans le champ de l'urbain de la pratique du prothésiste dentaire. Aussi belles que soient les prothèses, elles sont fondamentalement exclues des processus de reproduction, d'adaptation, et de liens génétiques à l'histoire, aux populations. De nombreuses architectures éradiquent ainsi les gènes vernaculaires, dans une sorte d'eugénisme dominateur impavide. La maladresse humaine, l'incertain, l'apprentissage, les tentatives hasardeuses, les rêveries, les mondes obscurs, les vieilles choses, le moisi, les ruines, le bricolage, les différences, le monstrueux, le fragile, l'éphémère sont ainsi rejetées alors qu'elles sont l'expression et la richesse du cycle de la vie.

Enfin, ce travail s'inscrit par la force des choses dans une polémique, parce qu'il prône une attitude combative contre les structures d'ordre et de normalisation de l'espace urbain, il génère donc ses propres adversaires, mais aussi parce qu'il est contestable dans ses explorations aventureuses, dans ses imperfections, ses échecs et dans ses limites.

Etude de faisabilité pour la conception et la mise en œuvre d'un processus complet d'auto-construction et d'auto-réhabilitation encadrées Village Chinois

Ville de Cayenne - 2016 - En cours.
Collaboration avec L'association nationale des Compagnons Bâisseurs et ACIALE

Auto-réhabilitation et auto-construction à l'échelle d'un quartier, ne se résument pas à des procédures techniques. Elles ne « fonctionnent » que si elles s'inscrivent dans un processus dynamique. Cette dynamique naît de la mobilisation de la solidarité populaire au travers de processus collaboratifs. Cette dynamique ne s'instaure pas sur le papier elle ne se met en place que par l'exemple. Passage à l'acte - Démontrer par l'exemple
Nous identifions des premières situations qui auront vocation à être support de réalisations « témoins », beaucoup plus significatives pour la population que tout discours. Elles permettront de vérifier la capacité de la population locale à participer à des actions solidaires et seront emblématiques de la valorisation du travail des habitants. Elles marqueront la volonté de la commune de mettre en œuvre des solutions pratiques, réalistes et reproductibles. Le passage à l'acte immédiat comme marquage d'une rupture dans l'approche des problèmes d'habitat se fonderait sur deux premières actions concrètes (une en auto-construction et une en auto-réhabilitation).

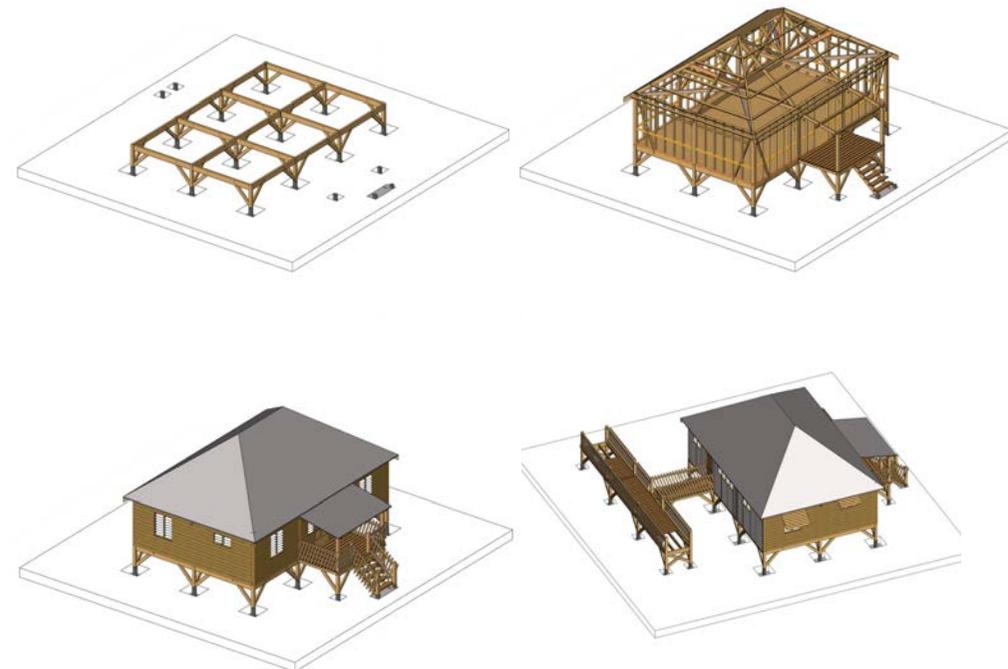


Projet de 25 maisons en auto-construction assistée, quartier Vieux Pont au Lamentin

Département de La Martinique - Agence des 50 Pas Géométriques - en cours

Fin 2013, la loi Letchimy offrant un nouveau cadrage plus respectueux des besoins et des aspirations des habitants, l'Agence des Cinquante Pas géométriques de la Martinique prend l'initiative de relancer une étude pour le relogement de familles résidant depuis de très nombreuses années sur le quartier Vieux Pont, soumis régulièrement à des inondations.

Harappa a appliqué une méthode de concertation à la fois collective et individuelle avec les habitants du site. Le processus a consisté à privilégier le maintien sur le site, tout en mettant les constructions à l'abri des risques d'inondation, cycloniques et sismiques. Ces maisons ont été étudiées pour être réalisées en construction collaborative assistée par un monitorat. (auto-construction collective). Cela a nécessité la mise au point d'un processus de préfabrication de chantier suffisamment simple pour être à la portée des habitants. En quatre semaines les habitants ont effectué la préparation, le levage puis le bardage des deux maisons témoins. Ils ont été formés à la rigueur de la préfabrication de chantier, au travail à l'axe, au maniement de la radiale, de la mortaiseuse à chaîne, aux cloueuses et visseuses de et se sera familiarisée à des techniques d'assemblage adaptées aux contraintes sismiques et cycloniques, et au levage sans engin.



Micro-projets urbains Collaboratifs

Commune de Saint-Pol sur Mer

Harappa propose un dispositif « Brigade » est un dispositif opérationnel : il a pour objectif de «réaliser» «ensemble» de façon collaborative qui peut se décliner au travers de micro-projets sur les différents quartiers :

Réalisation d'une maquette avec les habitants qui a ainsi vocation à devenir un des supports de la réflexion collective.

L'amélioration des logements locatifs : ou comment créer les conditions d'un réaménagement participatif encadré, en complément des opérations de réhabilitation financées par les SEM.

- La réhabilitation d'une maison du quartier des Cheminots pour en faire un Fab-lab
Des actions sur le paysage, fleurissement, embellissement, plantation d'arbres, création d'une pépinière collaborative

- Le déplacement d'un jardin partagé et possibilités de traitement et d'embellissement de la rue des Tulipes

- La mise en valeur du watergang et de ses abords au moins sur les parties accessibles...

Le développement et la mise en œuvre d'opérations à caractère artistique (art urbain, installations, performances).

- Mise en place d'un « Labo » : intervention mensuel d'un spécialiste d'une question technique, juridique, artistique soulevée par les habitants.

- Mise en place de monitorat et formation avec des professionnels encadrés par Harappa donnant accès à un certificat de qualification dans le domaine concerné.



AMO pour la transformation et la réutilisation d'une ancienne piscine

Sainte-Geneviève-des-Bois, 91

La Commune de Sainte-Geneviève des Bois a entrepris le projet de transformation et de réutilisation de l'ancienne piscine désaffectée depuis 8 ans.

Après avoir réalisé un diagnostic technique du bâtiment, nous avons réuni les acteurs de la ville dans le cadre d'ateliers de réflexion sur le projet, le programme et l'élaboration d'une charte.

Ces ateliers ont eu comme cadre de tenir compte des objectifs et des contraintes de la municipalité :

- Les transformations et aménagements pensés doivent obéir à la réglementation, (PMR notamment) réalistes sur le plan technique et économique. Toutefois les transformations envisagées peuvent se réaliser en plusieurs étapes en fonction des moyens et de l'évolution des besoins.

- La transformation de l'ancienne piscine doit accueillir des acteurs participant à la gestion, à l'animation, à l'entretien et au développement du lieu et pouvant assumer un loyer et des charges réelles.

Les 2500 m2 de cette ancienne piscine répond à une envie de faire ensemble et d'offrir une tribune de réflexion, un espace public où seront conviés les habitants, les personnalités de la vie associative, culturelle et politique, à partager leurs expériences et leurs espérances.



Schéma intercommunal pour la réalisation de plans communaux de résorption de l'insalubrité (PCRI)

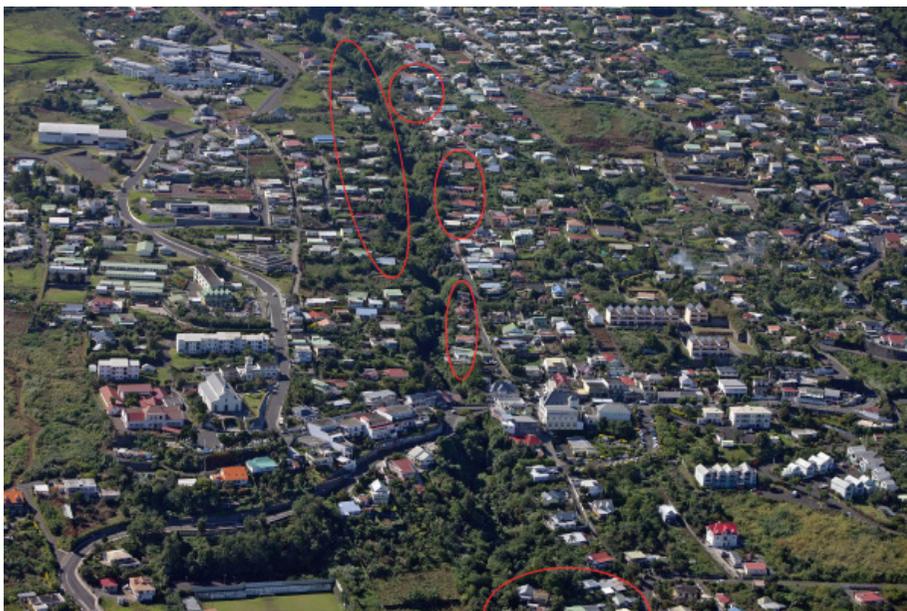
Département de La Réunion - Territoire de Communes de l'Ouest - 2010

L'objectif des Programmes Communaux de Résorption de l'Insalubrité s'appuie sur le constat que l'insalubrité ne sera pas réduite par le saupoudrage de subventions à la maison ou à l'opération.

De par son importance en nombre, de sa répartition de plus en plus diffuse, de sa diversité au travers des situations de précarité, de vétusté, d'insalubrité, du fait des processus de reproduction et de dégradation qui le nourrissent le problème de la résorption de l'insalubrité acquiert une dimension stratégique à l'échelle du territoire.

Cette stratégie est certes concernée par les lieux, les moyens et les méthodes, mais parce qu'elle porte sur plusieurs milliers de logements, elle s'implique transversalement sur l'aménagement durable du territoire et ses objectifs sociaux, urbains, paysagers, écologiques, avec trois atouts majeurs, le financement de l'état, la volonté communale et désormais les moyens et ambitions de l'intercommunalité.

Entre l'urbanisme opérationnel, l'action à la case, et le problème de l'insalubrité à l'échelle stratégique s'impose la nécessité de réflexions urbaines et d'actions concertées sur tous les axes du développement durable.

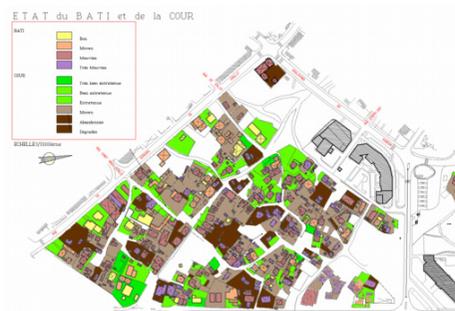


Résorption Habitat Insalubre « Centre ville »

Commune du Port - SEMADER, 1998-2002



Maquette du quartier existant comme support de discussion avec les habitants



Diagnostic : Etat du Bâti



Localisation des fragilités



Restructuration du quartier



Les projets de RHI menés sur la Commune du Port associent le travail de notre équipe avec les habitants dès les phases de diagnostic jusqu'au projet et ses conséquences négociées avec chaque famille.

La RHI du Centre Ville du Port a inauguré une démarche nouvelle dans la requalification urbaine des quartiers qui entraîne des conséquences dans la programmation et la mise en œuvre du logement social à la Réunion.

Jusqu'alors les habitants étaient certes informés sur le projet qui pouvait être amendé partiellement à partir des critiques formulées; mais à partir du constat de l'insalubrité et de la précarité des conditions de vie, les concepteurs avaient tendance à effectuer un vide préalable à une conception bien ordonnée.

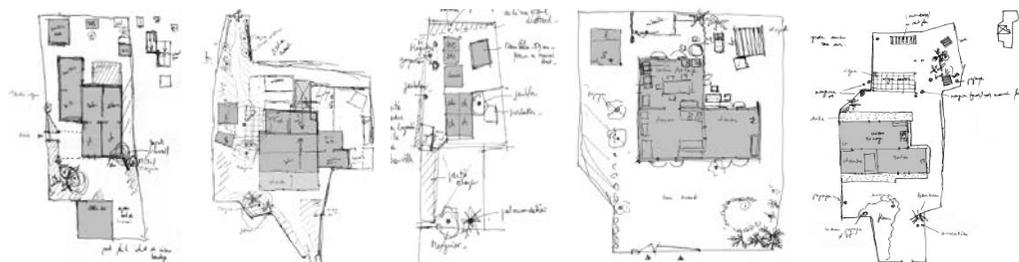
La méthode mise en œuvre cherche à inverser le rapport entre habitant et projet.

La première inversion consiste à faire le « plein » par l'observation des faits sociaux, des organisations, des activités, de la qualité ou l'invention constructive, du tracé des voies, des lieux symboliques et religieux...

Ce « plein » s'effectue avec les habitants sur leurs lieux de vie.

La seconde consiste à étudier le projet avec les habitants sous deux angles: les projets et aspirations individuelles, le projet d'ensemble.

Le terme le plus approprié pour décrire cette phase d'étude en commun et de validations successives est celui de « négociation ».



Refondation de la médiathèque

Département de La Réunion - Commune de Saint Pierre - 2008

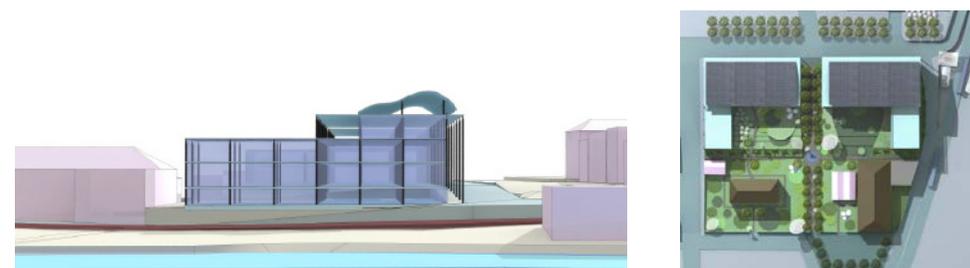
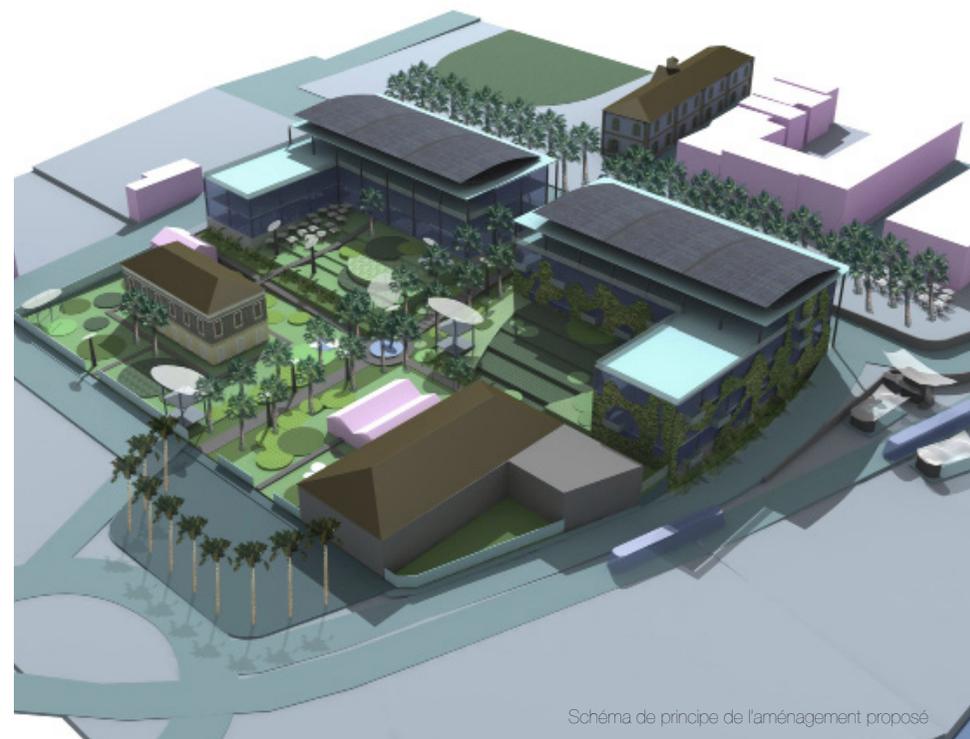
La refondation de la médiathèque Raphaël Barquisseau s'inscrit dans un projet global de développement culturel mené par la Ville et qui prend en compte l'ensemble des composantes, matérielles et immatérielles, sociales, patrimoniales, urbaines et économiques, ... et dont les mots-clés sont «cohérence, complémentarité, équité».

« Elle considère que la culture qui dit un langage qui différencie et qui rassemble est une dimension fondamentale pour l'épanouissement des citoyens. Elle conçoit les activités culturelles comme une composante essentielle du service public. » Le renforcement de la diffusion, la diversification de l'offre, l'ouverture au monde et particulièrement à l'océan Indien, la lecture publique comme vecteur du progrès éducatif sont autant d'arguments qui placent la médiathèque au cœur de ce dispositif avec l'envie de «favoriser de nouvelles articulations culturelles entre le développement urbain, le tourisme, l'économie. Les interactions entre la culture et la ville constitueront la base de l'organisation du schéma urbain saint-pierrois» Ce développement culturel s'appuie autant sur des équipements forts, centralisés, que sur la diffusion à l'échelle d'un territoire vaste et constitué d'une vingtaine de quartiers aux caractéristiques et à la population bien différentes. La médiathèque a commencé ce travail de maillage, le projet «Les cases», transversal, aidera à le renforcer.

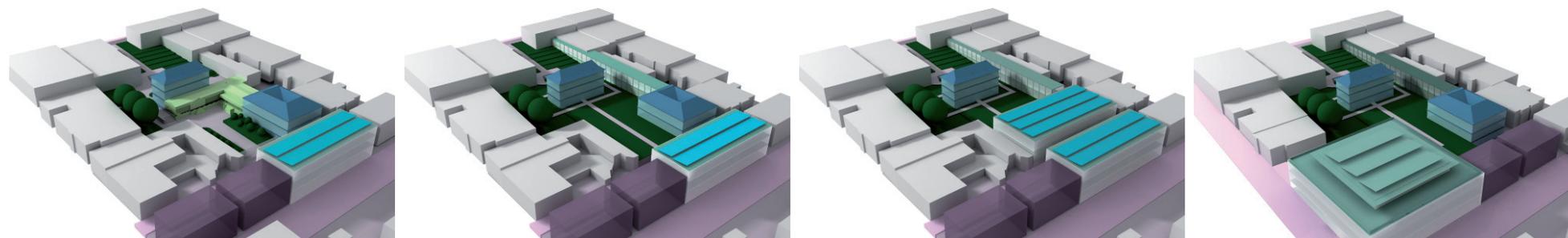
Ainsi, en appui de la programmation de son extension, se posent également des questions d'articulation avec son réseau d'annexes et ses lecteurs, la ville et ses habitants, l'action culturelle, le patrimoine et la mémoire. Le futur mail constituant l'épine dorsale du dispositif et, au-delà de sa fonction viaire, urbaine, fonctionnelle, un axe de cohésion culturel et social.

Dans un premier temps, il s'agit de poser un diagnostic. De situer la médiathèque dans le paysage culturel global de la ville. De relever des points de comparaison, afin de nourrir l'étude et de repérer - au-delà de l'augmentation basique des sections, proportionnelle à celle des lecteurs et des supports -, les domaines, les actions, en résonance avec les autres équipements, renforçant son statut de pivot de l'action culturelle.

Dans un second temps, des orientations thématiques, des axes de programmation se dessinent. Ils se croisent avec les scénarios de spatialisation prévisionnelle et permettent au comité de pilotage, au maître d'ouvrage, de valider les orientations, de se positionner par rapport aux scénarios d'implantation.



Propositions de scénarios d'aménagement



Restructuration du quartier du marché couvert

Département de La Réunion - Commune de Saint Pierre - 2008



L'étude menée avec la ville comporte une analyse de la situation commerciale du quartier du Marché Couvert. Cette étude permet de préciser les tendances du commerce et les attentes des chaland, les vocations à renforcer pour permettre à ce quartier d'apporter un complément indispensable à la rue des Bons Enfants et au futur Mail.

Le quartier du Marché Couvert de Saint-Pierre présente des aspects contrastés, le premier étant qu'il paraît tout à la fois central dans la géographie de la ville et à la marge de son dynamisme urbain. Très animé la semaine par les flux de visiteurs qui le traversent, le quartier est particulièrement éteint le dimanche, la halle est fermée, les rideaux de fer des commerces sont baissés, les enseignes éteintes. Mais à la différence des autres quartiers de la ville, eux-mêmes désertés, l'absence de qualité urbaine de l'architecture qui borde les rues, des espaces publics, la désuétude des aménagements de toutes sortes, l'absence d'effet de site (place, front bâti, monument spectaculaire, architecture traditionnelle) en font un quartier peu attractif. Saint-Pierre se développe et se transforme, mais le quartier paraît figé. La rénovation de la rue des Bons Enfants, la requalification du front de mer, le futur mail, les multiples projets qui transforment la ville en dynamisent les activités et densifient la population



ELABORATION DES SCENARIOS :

Notre équipe a élaboré pour chaque sous-ensemble du quartier, des solutions partielles, combinant reprise du maillage, densification, équipements, commerces, etc. Ces différentes solutions d'occupation d'îlot séparées par des voies publiques interagissent cependant entre-elles.

L'étude de ces interactions est le sujet principal de l'élaboration des scénarios. En théorie, il existe 3125 possibilités différentes d'assemblage de ces solutions partielles. Les groupes de travail ont pour tâche d'établir un scénario cohérent répondant aux objectifs qu'ils souhaitent mettre en avant.

Les scénarios résultants sont ensuite présentés et analysés en commun. Une synthèse révèle les points communs et les divergences.

résidente, contourne le quartier du Marché Couvert en semblant l'ignorer.

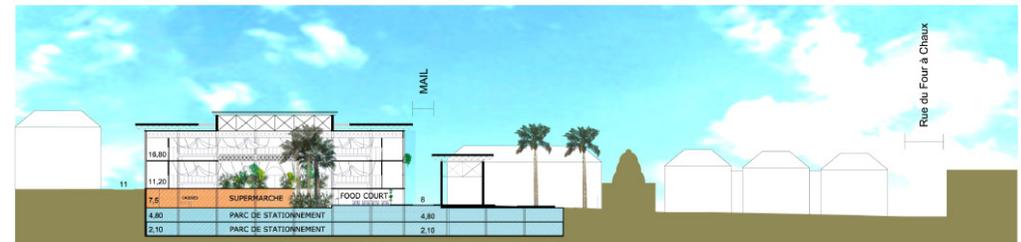
A l'examen, les fonctions assumées par le quartier sont fondamentales. C'est le principal lieu d'arrivée des bus en centre-ville, la principale station de taxi, le passage obligé des touristes attirés par les stands de produits artisanaux de la halle couverte.

Une activité commerciale s'y est développée, peu visible, sans caractère déterminé, mais indispensable à la ville.

Commerces de bouche, bazars, et de nombreux points de restauration populaire s'y sont installés.

Ces fonctions multiples sont indispensables au centre-ville et à son développement. Elles ont cependant besoin d'être requalifiées, réaménagées et renforcées pour répondre à l'évolution des flux engendrés par les nouveaux habitants, au déploiement du dispositif commercial et à son attractivité future, aux attentes des touristes et des visiteurs et aux nouveaux modes de déplacement urbain.

Il est désormais nécessaire d'examiner la situation actuelle du quartier, ses caractéristiques et son potentiel



Projet de rénovation urbaine quartier de Ravine Blanche

Département de La Réunion - Commune de Saint Pierre - Décembre 2006



Le site de Ravine Blanche, objet du Programme de Rénovation Urbaine, est un quartier faisant partie de la première couronne d'urbanisation en limite du centre ancien de la ville de Saint Pierre. D'une superficie d'environ 60 hectares, le quartier compte 9 000 habitants pour un parc de 2000 logements.

Deux idées fortes émergent : l'accroche du quartier, grâce au projet de rénovation, à la fois à sa façade maritime et au centre ville, ainsi que la réintégration de ce morceau et de cette entrée de ville à l'agglomération.

Deux qualités au projet urbain doivent être affirmées et maintenues, celle de la souplesse (qui laisse place à l'imagination, aux spéculations hétérodoxes, aux micro projets) et celle de la prise en compte du temps (de réflexion, d'assimilation, d'évolution). Ces deux qualités disparaissent souvent sous les contraintes du « programme-bilan » et de la temporalité opérationnelle.

Une troisième qualité est celle de « l'espace capable » : la saturation programmatique stérilise les possibilités d'évolution et de transformation qui caractérisent la dynamique citadine au cours de ses multiples évolutions historiques. Un aspect moins attendu du développement durable de l'espace urbain est bien celui du maintien de son potentiel d'évolution et d'adaptation sous l'action d'entrepreneurs et d'initiatives d'échelles multiples.

Pour toutes ces raisons, la transformation du quartier de RAVINE BLANCHE ne peut s'effectuer sans une véritable campagne de concertation, qui associe, explication, négociation, exemples, incitations, dans la durée, c'est à dire dans le temps et le rythme de la ville, et surtout très concrètement sur le terrain.



Vue du nouveau tracé des rues dans le quartier des écoles



Vue de la rue Colardeau recalibrée



Vue de la rue Mahatma Gandhi, recalibrée



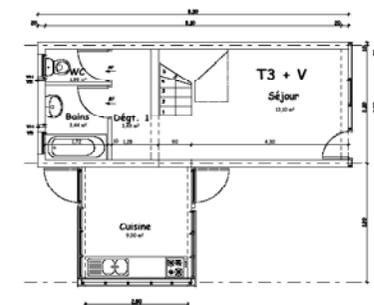
Logement Evolutif Social « jeunes ménages »

Le Logement Evolutif Social (LES) est un produit d'accèsion sociale à la propriété pour les familles à faibles revenus dans les DOM. Le logement est livré non fini aux occupants et sa structure est évolutive. Le LES intervient dans la réhabilitation ou l'extension du parc de logement populaire, soit en diffus, soit dans le cadre des opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI).

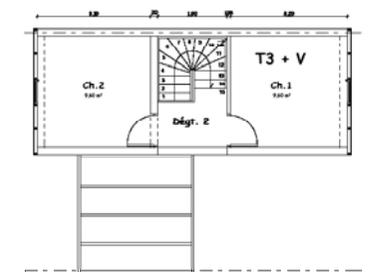
Le financement du LES étant calculé sur la composition familiale, les jeunes ménages se retrouvent souvent confrontés à la nécessité de rajouter des pièces supplémentaires sans que la superficie du terrain ou le mode constructif ne le permettent aisément. Le L.E.S. « jeune ménage » offre l'avantage d'une évolutivité sur deux niveaux.

Les modèles proposés peuvent évoluer du T3 au T6 par adjonction de pièces en étage et s'étendre sur l'arrière, avec l'agrandissement de la cuisine, ou encore sur l'avant par une véranda ouverte ou fermée. Les matériaux de façade et les prestations sont variables et s'adaptent aux possibilités du budget.

T3 + Varangue

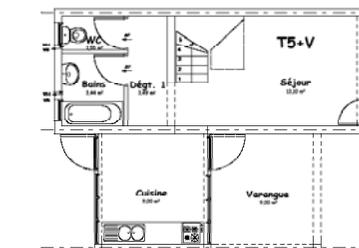


plan RDC

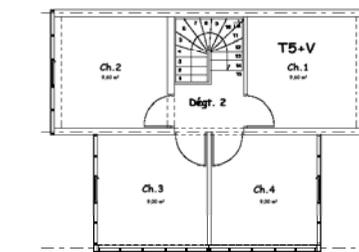


plan de l'étage

T5 + Varangue



plan RDC



plan de l'étage



Références

1994

Réunion

L'Economie Famille, DDE, Examen des modes de vie populaires, des situations sociales et spatiales, des organisations socio-urbaines, etc

1993

Réunion

Etude de l'Habitat Spontané, DDE, Etude déterminante sur les modes de production et d'occupation de l'espace de l'habitat populaire.

1992

Réunion

Case Galet, REX DDE, Mise en œuvre des procédés de préfabrication légère et adaptation aux matériaux et savoir-faire artisanaux réunionnais

1991

Nouvelle-Calédonie

Mission Ministère Equipement, Relance de l'habitat social en Nouvelle Calédonie sur le principe de la valorisation des ressources et des savoir-faire locaux dans les provinces Kanak.

1991

Guadeloupe, Mission Ministère Equipement, Evaluation de la politique de l'habitat social après le cyclone Hugo.

1980-1990

Guyane

Mission DDE, Etude de l'habitat Boni, La Roche Bleue.

Mise au point du Système PAN-H, Système en ossature de bois associant des matériaux de remplissage de 5 cm d'épaisseur à un colombage bois préfabriqué, Brevet déposé, Réalisation de dispensaires et d'un collège

1987

Mayotte

Etude socio-urbaine de l'habitat à Mayotte...

Ré-examen de la situation urbaine de Mayotte soumise à un développement démographique très important. Apparition de phénomènes de paupérisation et de misère sociale, Analyse des modes de groupement, transmissions, stabilité des ménages etc.

1978 1991

Mayotte

Etude de l'Habitat Mahorais Processus de Développement : Formation action Construction de bâtiments publics et de logements sociaux

Etude fondatrice de la démarche socio-architecturale : étude des savoir-faire, des matériaux, des organisations, des modes de vie.

Privilégier et former les artisans locaux, les ouvriers locaux, les matériaux locaux, enrichir les savoir-faire, les moyens les méthodes. Utilisation des matériaux locaux développement des savoir-faire Collèges, Cité Administrative, Conseil général, hôpital...

1998-2002

Polynésie Française

RHI Etudes Pré-Opérationnelles, Mamao - Papeete. Méthodologie et Etudes des conditions de mise en œuvre.

1997

TCHAD,

Politique de l'eau et aménagements urbains

Méthode : animation d'ateliers populaires spontanés dans les quartiers.

1998-1999

Réunion

Opération de Résorption de l'Habitat Insalubre du quartier du Centre-Ville au Port,

Cette RHI inaugure une démarche socio-urbaine globale dans le traitement des quartiers insalubres. SEMADER.

La RHI du centre-ville est considérée comme un modèle, depuis sa conception jusqu'à sa réalisation et ses effets positifs auprès de la population.

1998-2007

Réunion

DDE- Méthodologie des RHI

Négociation individualisée avec chaque famille, étude des modes de vie, élargissement du choix de solutions de logement, respect des activités, discussions collectives des programmes d'équipements publics, etc.

1999

Réunion

RHI Epuisement au Port

Reprise par les méthodes développées sur la RHI Centre-Ville d'une opération bloquée depuis 1994- SEMADER

1999-2000

Réunion

RHI Pré-opérationnelle

Quartier de Bras Long –Entre Deux SODEGIS

1999-2000

Réunion

RHI Tanambo – Saint-Pierre

Reprise par la négociation d'une opération bloquée depuis 1995- SEMADER

1999-2000

Réunion

DDE-DRASS

Etude des « Besoins en logement des jeunes »

2000

Réunion

RHI Tanambo – Saint-Pierre

Animation d'atelier « Photos et maquette » avec les jeunes du quartier

2000

Réunion

Etude de l'Habitat dans les Hauts, DDE

Cette étude a été le prétexte d'une reformulation de l'organisation urbaine réunionnaise hors des casiers conceptuels courants (ville-campagne) (bourg-village) (centre-ville-hyper-centre) en croisant une géographie particulière, une histoire foncière et les pratiques d'occupations à l'œuvre dans l'espace global.

2001

Réunion

Etude Urbaine du Mail de l'Océan

Restructuration et densification du centre-ville du Port

2002

Réunion

Etude des conditions de vie des familles migrantes, et du phénomène migratoire

Ces familles venant principalement de l'archipel des Comores et de Madagascar et en grande partie de l'île française de Mayotte trouvent logement dans les bidonvilles auprès de marchands de sommeil. L'importance des migrations est croissante, les risques de tension s'accroissent...

2002

Réunion

RHI Say-Piscine au Port

Poursuite du développement des solutions urbaines négociées sur la ville du Port

2002

Réunion

RHI Rivière des Galets , Le Port

Intégration de solutions appropriées aux familles migrantes victimes des marchands de sommeil.

2002

Réunion

RHI multisite Centre du Port

Habitat précarisé diffus, marchands de sommeil.

2002

Réunion

PRU de Saint-Pierre

Etude du renouvellement urbain de Saint-Pierre- Méthode de réflexion globale associant la population (700 participants), les élus, les techniciens communaux, sous forme d'ateliers depuis la phase diagnostic jusqu'aux phases de propositions stratégiques.

Le PRU de Saint Pierre a été primé en 2008 au niveau national.

2003

Réunion

Programmation générale des logements, Say Piscine, Le Port

Programmation de logements en maisons de villes à jardin et à patio permettant des modes de vie différenciés pour des familles nombreuses musulmanes.

Logements locatifs individuels diffus. Programme collectif

2003-2006

Réunion

Opération de logement « Dardanelles » Say-piscine

Conception et réalisation d'un Habitat locatif adapté en maisons de ville, 46 logements, SIDR. Le projet combine plusieurs organisations spatiales répondant chacune à des types de mode de vie différents et à des situations familiales contrastées.

2003

Réunion

Mise en place de l'Atelier « Modernité de l'habitat populaire à la réunion »

Ou comment valoriser les inventions populaires en termes d'espaces, de savoir-faire, de mode de vie...

2003

Réunion

Etude du front de mer de Saint Pierre

Inauguration d'une méthode de réflexion collective à partir de maquettes de travail, associant différents acteurs et décideurs institutionnels, DRAC, SDA, Commune, DDE, Politique de la ville, Renouveau Urbain.

2003

Réunion

« Libres architectes »

Etude et relevés de réalisations de « libres architectes réunionnais » auto-constructeurs et aménageurs de leurs espaces de vie.

2003

Réunion

La tour des Libres Architectes

Projet « manifeste » prônant une approche libérée de la notion d'architecture, de sa production, de sa finalité

2004

Réunion

Etudes de réorganisation de quartiers populaires

Saint Denis de la Réunion

2004-2007

Réunion

RHI études pré-opérationnelles

Petite Ile, Hyacinthe, Saint-François

2004

Réunion

Etude du Cœur de Ville du Tampon

Projet portant sur un programme de 900 logements, commerces, équipements publics, parc urbain en centre ville. Méthode de conception associant la population, sous formes d'ateliers, de journées ouvertes, etc.

2004-2006
Réunion
Etude et Réalisation
Habitat adapté aux personnes à mobilité réduite -Conseil général-2004-2006
Construction d'une maison témoin

2005-2006
Réunion
DDE
Refonte du LES (Logement évolutif social) en équipe avec ACEF.
Evaluation de nombreuses réalisations, mise en évidence des dysfonctionnements et des réussites, propositions et orientations.

2005 -2006
Réunion
Fondation Abbé Pierre
Etude de modèles d'habitat d'urgence
Préparation des cahiers du mal logement à la Réunion

2005-2006
Réunion
Projet
LES Jeunes Ménages, ou comment répondre aux besoins de logement de jeunes couples dont la famille n'est pas encore stabilisée, petits moyens, capacité auto-constructive...

2005-2007
Réunion
SODEGIS, SIDR, SEDRE
Habitat locatif social collectif, maisons de ville

2006-2008
Réunion
ANRU – Saint-Pierre
Restructuration du quartier de Ravine Blanche à Saint Pierre 60 hect, 120 M Euros, 800 logements, équipements publics, commerciaux, parc urbain...

2006-2008
Réunion
ANRU – Le Port
Restructuration du quartier Lépervanche-Vergès entièrement négocié famille par famille avec la méthode développée sur les RHI, soit 500 logements.

2007-2008
Réunion
TCO
Analyse des besoins funéraires, centre funéraire intercommunal

2007
Réunion
Restructuration urbaine
Le quartier du Marché Couvert à Saint-Pierre, mise au point d'une méthode d'élaboration de scénarios en atelier collectif réunissant des techniciens, des élus, des représentants de l'Etat.

2007-2008
Réunion
Saint-Pierre
Etudes pour la refondation de la médiathèque, étude urbaine, étude de programmation
En équipe avec Laurent LAIDET et Yves DESSUANT programmistes

2008
Réunion
Le Tampon
Quartier Saint Vincent de Paul.
Refonte par la négociation avec les habitants, d'un projet d'aménagement ayant entraîné des conflits.

2008
Réunion
Les Avirons
Restructuration des quartiers Tevelave et Fond Maurice

2008
Réunion
Saint André
Restructuration de la ruelle Ramachetty

2008-2009
Maurice
Mise en place d'un processus de relogement de 30 familles en situation précaire, méthode participative, négociation, projet, auto-construction partielle.

2008-2009
Réunion
Sainte Suzanne
Requalification de l'usine sucrière de Bois Rouge

2009
Réunion
Saint-Leu
RHI Sentier Canal

2009
Réunion
Petite Ile
Etude de programmation pour la création d'un cimetière.

2009
Réunion
DDE
Inventaire des pratiques pour la conception des quartiers durables à la Réunion

2009 2011
Réunion
CBO territoria
Mission de maîtrise urbaine et sociale, AMO, pour le quartier de Beauséjour

2010
Réunion
Le Port
Ecovillage expérimental de Dos d'Ane

2010-2011
Réunion
TCO
PCRI sur quatre communes –Le Port, La Possession, Saint-Leu, Trois Bassins

2010-2013
Réunion
CBO territoria
Etudes de logements sur terrains en pente
Projet 36 logements « villa botanique »

2010-2011
Réunion
Le Port
Ecovillage expérimental de Dos d'Ane

2012
Réunion
Sainte Marie
Projet de village provisoire CBO Territoria

2012-2013
Réunion
Sainte Marie
Projet école Montessori CBO Territoria

2013
Martinique
Etude des conditions de Restructuration du quartier Vieux Pont au Lamentin– Préparation d'une opération en auto-construction.

2013-2014
Picardie
Préparation d'une étude urbaine et paysagère :
« Paysages picards : résistances et mutations entre mer, ciel et terre. »

2014
Martinique
Agence des 50 pas Géométriques
Projet de 25 maisons en auto-construction assistée, quartier Vieux Pont au Lamentin